

INFORMATIQUE

Passer du Minitel à Internet, pas si facile !

Lionel Jospin prône une « migration du Minitel vers Internet ». Cette transition risque d'être plus difficile qu'il n'y paraît. Tant du point de vue économique que culturel.

C'est officiel : « Le Minitel risque de constituer progressivement un frein au développement des applications nouvelles et prometteuses des technologies de l'information. » En s'exprimant ainsi à l'Université d'été de la communication d'Hourtin, le Premier ministre, Lionel Jospin, rompt brutalement avec la tradition qui veut que « Minitel » ne puisse se prononcer que comme « splendide illustration du génie français ». Et, du même coup, il réhabilite Internet, que la France se plaît à diaboliser.

Voilà donc le Minitel devenu « frein ». En bonne logique, parmi les grandes lignes de son programme pour « préparer l'entrée de la France dans la société de l'information », Lionel Jospin souhaite ainsi que « France Télécom propose des mesures incitatives afin de favoriser la migration du très vaste patrimoine de services du Minitel vers Internet ».

Miser sur Internet aux dépens du Minitel apparaît comme une décision de simple bon sens. Le premier, réseau mondial, explose. Le second,

franco-français, stagne. Il n'y a pas photo. En fait, la transition s'effectuera sans doute moins rapidement qu'on peut l'espérer.

Quel est le problème ? Il n'est pas technique. Il n'y a pas de difficultés majeures pour passer du mode Minitel au mode Web. En revanche, Internet devra s'affronter à deux places fortes autrement difficiles à réduire : la première est économique, la seconde culturelle.

Le Minitel rapporte 6 milliards de francs. France Télécom en profite largement. Mais il ne conserve environ que la moitié de cette manne. Le reste se répartit entre les centres serveurs qui hébergent ces services et le prestataire de services lui-même.

Du coup, inciter France Télécom à migrer ne suffira pas pour emporter le morceau. Il faudra convaincre

les deux autres partenaires. Et cela promet d'être beaucoup plus délicat. Avec Internet, France Télécom est en effet déjà assuré de trouver des rentrées de substitution : les communications locales, que tout « internaute » consomme abondamment. Les prestataires de services sur Minitel n'ont pas de tel filet.

« Si nous devions abandonner les revenus du Minitel et offrir nos services sur Internet, nous serions amenés à déposer le bilan », témoigne Dominique Barreau, directrice du développement de Degrif' Tour. L'entreprise, qui vend, via le Minitel des voyages à prix cassés compense ses très faibles marges inhérentes par les rentrées du Minitel. Une myriade de services se trouve dans ce cas.

Côté centre serveurs, la réaction est vive. Dès le lendemain de l'annonce du Premier ministre, Louis Roncin, président du Syndicat national de la télématique, s'étranglait d'indignation : « Je suis choqué par l'intervention du gouvernement. [...] Il ne faut pas migrer sur Internet, mais mettre le Minitel à niveau », déclarait-il au « Monde ».

Cela dit, les « accros » du Minitel disposent d'un argument massue pour justifier leur conservatisme : son modèle économique, autrement dit la tarification de type « kiosque ». La formidable trouvaille qui a permis le décollage du Minitel. Vous vous connectez. Vous payez. Chaque minute, l'opérateur encaisse une somme variable selon les services dont il reverse une partie aux autres acteurs.

Aucun système de paiement sûr et efficace sur le Web

C'est simple. Tout le monde y trouve son compte : l'opérateur, le centre d'hébergement, les prestataires de services. Même l'utilisateur, qui se voit ponctionné en douceur, n'y trouve rien à redire. Le système est tellement efficace que, depuis quelques années, il a été étendu au téléphone. C'est l'Audio-tel, qui a rapporté 2,8 milliards de francs en 1996.

Face à cela, Internet doit se faire tout petit. Il est désespérément à la recherche d'un modèle qui permette de rétribuer les services à leur juste valeur. Pour l'instant, n'ayant pas encore trouvé de système de paiement sûr et efficace, le Web navigue entre la gratuité totale, le modèle de l'abonnement (services en ligne) et celui du financement par la publicité.

Dans ces conditions se profile une idée a priori séduisante. Plutôt que de « webiser » le Minitel, « minitélisons » l'Internet ! Il suffit d'adapter le modèle kiosque à la consultation d'Internet. France Télécom lancera un tel service cette année. Il a déjà été précédé par Jet Multimédia, qui a lancé en décembre 1996 France

